

HANNAH ARENDT ET LES GILETS JAUNES

Préambule :

Cet article n'a pas la prétention d'englober l'hétérogénéité et la dynamique du mouvement des Gilets Jaunes, dans le maillage de la théorisation d'Hannah Arendt, mais de montrer en quoi certains concepts de sa philosophie politique peuvent être des outils de choix pour éclairer cette réalité protéiforme, porteuse de significations encore bien floues. Signalons, également, que les termes entre guillemets sont précisément les concepts de Hannah Arendt.

Revendications, manifestations de violence, occupation des ronds points, audience pour certains auprès des grandes chaînes de TV, comme autant de protestations de la part des Gilets Jaunes à se faire entendre au sein de la sphère politique. Ainsi, ceux que la presse s'empresse de qualifier d'invisibles, de silencieux, de laisser pour compte surgissent soudain en des lieux, où on ne les attend pas incarnant dans une certaine mesure – même si leurs préoccupations sont toutes autres – la conception de la démocratie directe d'Hannah Arendt.

Au premier regard, ces mouvements semblent recouper ce qu'Hannah Arendt met au centre de la citoyenneté : la volonté « d'apparaître » c'est-à-dire d'être présents en des lieux reconnus comme espace de l'activité politique ainsi que la reconnaissance de « la parole et de l'action » de chacun comme vecteurs contestataires du vivre-ensemble. Effectivement, en un premier temps, si les Gilets Jaunes orientèrent leurs protestations en vue de l'amélioration de leur existence matérielle, force est de constater qu'ils ont su grâce à « leur apparence » en la sphère publique ne pas s'en tenir uniquement à leurs revendications et accéder « à l'expression la plus haute de l'humanité, la liberté comme action politique ».

Pour rendre compte de cette métamorphose, Hannah Arendt parle de la « nativité », celle de ceux qui ont pu renoncer au confort de la sphère privée pour se transformer en citoyen – ce statut ne se réduisant nullement à un corpus de lois – mais à un engagement libre et libérateur de quiconque se voue à un combat forgé au contact des autres, afin de s'interroger en toute responsabilité sur le politique.

Or, ce qui est inattendu en cette conception, c'est qu'Hannah Arendt ne fait pas du citoyen l'origine de l'action politique, mais sa résultante. En d'autres termes, l'action fait advenir l'agissant, lui permet de se hisser à une autre vie que celle des besoins quotidiens, devenant ainsi un « héros ordinaire », qui crée grâce aux autres, des événements historiques et qui en même temps inaugure sa propre histoire. De ce fait, l'individu banal et « sans existence » prend de la densité grâce à son courage, qui est celui d'une visibilité et d'une parole, qui expriment sa singularité. Naître pour Hannah Arendt est donc cet acte qui consiste à se faire voir pour sortir de son anonymat, de « ce que nous sommes » tout en affirmant, « qui nous sommes ». L'agissant naît ainsi de sa parole, d'une parole enfin osée, enfin audible qui se vit comme une aventure car n'excluant ni errance, ni déshérence, toujours reformulée, articulée au contact de la « pluralité et de la conflictualité ».

En effet, en ces nouvelles modalités démocratiques, toute discussion est par essence agonistique et plurielle.

Plurielle, car la liberté de parole qui est ici spontanéité ne peut tolérer l'autorité d'une quelconque souveraineté définie comme tentative de résorption des différences en un tout unifié faisant autorité, tel le concept de volonté générale chez Rousseau, celui d'état ou d'idéologie de la loi du marché. À l'inverse, la liberté, dans le champ de cette philosophie et de cette réalité se vit comme républicaine, affirmation franche et revendicatrice d'une parole qui souhaite qu'on la reconnaisse pour elle-même et que l'on n'entreprenne pas de la soumettre à une servitude même volontaire ou à une quelconque instance dominante. En atteste le rejet de nombreux Gilets jaunes de la personne du Président de la République, des institutions étatiques ou des technocrates, des syndicats ou des partis politiques officiels qui font de la raison un instrument de pouvoir et d'organisation, reléguant les classes peu favorisées, aux passions irrationnelles et au caractère chaotique de leurs manifestations.

Par conséquent, pour les Gilets jaunes, l'unité forcée et consentie aboutit à des formes d'anti-démocratie. En réaction, ils intensifient leurs luttes pour que leurs nouveaux espaces faits de conflits et de tensions soient des lieux de délibération, de contestation, de recomposition, qui défigurent, reconfigurent les instances officielles, afin de redéfinir l'être en commun. Et pourtant, pour insurrectionnelles que soient ces attitudes, elles n'écartent pas les revendications contre les injustices et les inégalités sociales mais se subliment en devenant protestation pour un droit à « l'exister », pour un droit à la visibilité sur fond de « révolution », devenue le nouveau paradigme politique au sein d'« une société du mépris ».

Cependant, pour originale que soit cette jacquerie post-moderne, elle s'inscrit en profondeur en l'essence du politique « toujours incertain, imprévisible, fortuit, fragile » rendant l'histoire contingente et inaccessible à toute tentative de maîtrise.

Car, et il faut bien le reconnaître, même si cela relève du paradoxe, c'est au sein de notre constitution – par le droit de s'ériger contre les lois injustes –, que notre gouvernement légitime sa propre déconstruction et tolère implicitement l'indétermination de son avenir.

Grandeur et misère du politique, qui accepte au nom de la dignité des peuples, des garde-fous contre le totalitarisme mais qui dans le même mouvement reconnaît aux citoyens le droit de détruire ce qui les construit « en toute humanité, en toute liberté ».

Et c'est précisément ce que nous pouvons redouter de ce soulèvement : toute insurrection engendre toujours autre chose qu'elle-même, car elle est à la fois spontanéité et pureté des commencements, qui œuvrent sans schémas préalable, sans téléologie.

Bien sûr, me direz-vous, pour conjurer les accidents et les aventures hasardeuses, la solution consiste à institutionnaliser la contestation, à l'estampiller de la représentativité politique, au risque évidemment de la voir sombrer dans ce qu'elle dénonçait.

Ou bien alors, et de manière radicalement opposée, il suffirait de la laisser vivre de sa propre vie, n'excluant ces derniers temps ni débordements, ni violences – qu'aurait farouchement condamnés Hannah Arendt – devenant an-archique, c'est-à-dire étymologiquement privée de commandement, au risque d'engendrer le chaos social.

Devons-nous dès lors rejoindre Machiavel, pour qui « le pire est toujours à craindre, le meilleur rarement à espérer », le pire étant la réaction nationaliste et identitaire, le meilleur la préservation de ces espaces comme lieux de parole, de liberté et d'inventivité.

Encore faudrait-il face à cet espoir, que notre gouvernement se donne les moyens de canaliser les explosions de violence et de participer authentiquement à ce qui est l'autre de lui-même.

Armelle Brahy-Vigato